

Cri d'urgence pour les services à domicile

PIERRE BELLEMARE

La Coalition solidarité-santé lance un cri d'urgence en faveur des services à domicile. « Le gouvernement du Parti libéral de Jean Charest nous avait promis d'en faire une priorité lors des dernières élections. Mais on n'y a consacré que 40 millions par année, alors que les besoins s'élèvent en réalité à 386 millions », déclarait hier Gabrielle Pelletier, porte-parole de la Coalition.

Cet organisme vient en aide aux personnes en perte d'autonomie, en leur donnant des soins (aide domestique, hygiène, soins de santé) dans leur propre milieu de vie. Il est reconnu qu'il en coûte moins cher de procurer ces soins à domicile plutôt qu'en institution.

« Mais encore faudrait-il que le gouvernement du Québec nous facilite la chose en investissant dans ces services », ajoute M^{me} Pelletier.

Selon la Coalition, « cette réalité est invisible, elle se passe derrière les portes closes des domiciles, une réalité que le gouvernement Charest semble tota-

lement ignorer ». On ajoute que pour ces personnes, le Parti libéral n'a absolument pas tenu ses promesses. « Les services à domicile sont sous-financés et les mesures mises en place pour soulager la lourdeur des tâches quotidiennes des milliers de proches du Québec sont nettement insuffisantes. »

Épuisement des proches

Dans un tel contexte de sous-financement, la Coalition estime qu'il n'est pas étonnant que les proches s'épuisent physiquement et émotionnellement, en plus de s'appauvrir financièrement et socialement.

« Par son inaction, le gouvernement met la santé de ces gens en péril. Est-il besoin de rappeler que 80 % des besoins en matière de services à domicile reposent sur leurs épaules ? »

En somme, la Coalition demande au gouvernement Charest de tenir sa promesse et d'augmenter le financement des services à domicile publics, en plus de mettre en application une réelle politique de soutien aux personnes qui se dévouent aux soins à domicile.